

Consultation publique de l'Autorité de Régulation des
Communications Electroniques et des Postes portant
sur le projet de décision de l'ARCEP modifiant la liste
des communes des zones très denses établie par la
décision n° 2009-1106 du 22 décembre 2009

Réponse d'Orange

21 octobre 2013 – 18 novembre 2013

Version publique

Contacts : affaires.reglementaires@orange.com

Lien vers la consultation :

http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-projdec-liste-communes-ZTD-211013.pdf

L'ARCEP soumet à consultation un projet de décision supprimant 42 communes de la liste des communes référencées en zone très dense et ajoutant 1 nouvelle commune. Le communiqué de presse qui accompagne le lancement de cette consultation précise en outre que pour atteindre le double objectif d'aménagement des territoires et de concurrence poursuivi par l'ARCEP, une recommandation sur le cadre applicable aux petits immeubles en zone très dense complètera le dispositif.

Cette précision est essentielle pour apprécier la portée des évolutions envisagées et se prononcer sur ce projet de décision.

En effet, Orange a déjà eu l'occasion lors de la réponse à la consultation « bilan et perspectives des marchés 4, 5 et 6 » de s'exprimer sur le principe d'un ajustement de la liste des communes de la zone très dense. Il ne considère pas que la suppression de 42 communes de cette liste puisse être un facteur favorable à l'aménagement numérique de la France ou à l'intensité concurrentielle dans les communes concernées. Pour Orange qui a l'ambition de déployer des réseaux sur l'ensemble du territoire de ces communes, les impacts seraient importants. Du point de vue économique, les pertes de revenu à court terme dues au changement de mode de tarification et les investissements supplémentaires pourraient conduire à diminuer les investissements alloués aux autres communes. Du point de vue opérationnel, ceci engendrerait une plus grande complexité avec notamment un processus de consultation et d'information à mettre en place ; d'ores et déjà il faut attendre l'issue de cette consultation avant de reprendre les déploiements dans ces communes.

Orange ne pourrait qu'être défavorable au déclassement de 42 communes analysé de manière isolée.

Afin de ne pas rompre l'équilibre global qui avait été mis en œuvre à partir de 2009, cette évolution ne peut donc être envisagée que si elle est accompagnée de corrections du cadre réglementaire actuel notamment sur des problématiques qui freinent ou empêchent le développement du FTTH sur certains territoires.

En premier lieu, l'ARCEP doit lever l'obligation effective de répondre favorablement aux demandes de fibres dédiées dans la zone très dense dans le cas des PM extérieurs pour les petits immeubles ou les pavillons. En effet, la situation actuelle a conduit à geler quasiment tout déploiement pour ce type d'habitat dans les poches de haute densité. Orange souhaite que la recommandation à venir constitue un signal fort permettant de libérer les investissements et de satisfaire les attentes du grand public ou des entreprises en matière de très haut débit dans ces zones.

En second lieu, le changement réglementaire ne doit pas imposer une « reprise » des réseaux déjà construits. Ceci est vrai pour les communes qui ne figureront plus en zone très dense et doit l'être aussi pour Poitiers que l'ARCEP prévoit d'intégrer en zone très dense. Orange se réjouit bien sûr de cette perspective puisque le cadre actuel avait conduit à stopper tout nouveau déploiement dans cette commune, malgré les attentes légitimes de ses habitants et de ses élus locaux. Pour que ces déploiements puissent reprendre dans les meilleurs délais, il convient d'éviter d'engager des études complexes sur la classification des quartiers de Poitiers entre poches de basse densité et poches de haute densité. Une proposition simple consiste à



classer en poche de basse densité les IRIS sans déploiement entamé et en poche de haute densité le reste de la commune.

En troisième lieu, les différentes évolutions du cadre réglementaire doivent être effectuées dans un délai court afin que les opérateurs puissent prendre leur décisions rapidement quant aux conséquences par rapport aux communes ou aux quartiers dans lesquels les déploiements sont aujourd'hui en attente.

En conclusion, Orange souhaite souligner la portée de toute évolution de la réglementation FTTH dans un contexte économique difficile pour le secteur des communications électroniques, et donc la nécessité de vérifier pour chaque évolution envisagée que les grands équilibres économiques sont a minima maintenus et de préférence améliorés pour les opérateurs qui prennent le risque de déployer en tant que primo-investisseurs. Ceci est un prérequis indispensable pour l'atteinte de l'objectif stratégique du très haut débit pour tous en 2022.